

LES REFORMES ET LA GAUCHE

Intervention de Lionel JOSPIN

(Athènes – le mardi 27 février 2007)

Vous avez souhaité que j'évoque devant vous une question qui se pose désormais en des termes nouveaux : « Les réformes et la gauche ».

Peut-être parce que vous pensez, comme moi, que l'attitude de la gauche (et donc des socialistes) à l'égard des réformes n'est pas aujourd'hui tout à fait claire et mérite d'être examinée.

Pendant une bonne part du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècles, dans les pays où triomphait le capitalisme industriel et marchand, puis dans nombre de sociétés qui s'émancipaient de la domination coloniale, le débat a porté à gauche sur le choix entre Réforme et Révolution.

Une partie du mouvement progressiste était acquis à la réforme, c'est-à-dire à l'idée que l'amélioration, indispensable, de la société devait se réaliser par des changements graduels, progressifs et maîtrisés. Elle s'inscrivait ainsi dans la tradition de l'idée de progrès héritée du rationalisme des Lumières.

Une autre fraction de la gauche, ralliée après la Révolution d'octobre 1917 aux thèses communistes, s'était convaincue qu'une transformation radicale de la société et du sort du prolétariat, cette classe nouvelle née de la grande

industrie, ne pourrait se faire que d'un coup, par une révolution politique et sociale violente.

La gauche en restera fracturée pendant presque tout le XXème siècle. D'un côté, des partis communistes sont créés après la Révolution russe et se réclament d'elle. Les uns exercent dictatorialement le pouvoir là où le communisme a triomphé (en URSS, en Chine, puis à Cuba) ou bien là où il a été imposé de l'extérieur par l'Armée rouge (dans les Démocraties populaires après 1945). Les autres partis communistes sont dans l'opposition et, s'ils évoquent rituellement des perspectives révolutionnaires, ils sont surtout préoccupés de défendre le modèle soviétique et, pour le reste, s'accommodent d'un rôle de contestation pacifique du capitalisme.

Sur l'autre versant de la gauche dominant les divers partis sociaux-démocrates. Ils se réclament autant de la liberté que du socialisme. On les retrouve dans tous les pays développés, à l'exception des Etats-Unis. Certains ont l'habitude d'exercer longuement le pouvoir, comme dans les démocraties nordiques ; d'autres en ont une expérience plus intermittente ou plus récente (comme en Allemagne ou en France). Ils gouvernent en coalition (comme en Belgique, aux Pays-Bas ou en Italie) ou seuls (comme en Grande-Bretagne). Ils sont plus ou moins organiquement liés au mouvement syndical. Mais tous ces partis rejettent l'option de la révolution violente, respectent absolument le cadre de droit de leur pays et ne comptent que sur les élections pour parvenir au

pouvoir, un pouvoir qu'ils quitteront si le suffrage populaire vient à leur manquer.

Convaincus du caractère fondamental de la démocratie, les partis sociaux-démocrates n'entendent pas détruire le système économique existant : un capitalisme de marché désormais tempéré par les conquêtes sociales dans des sociétés où règne la démocratie. S'ils veulent changer la société pour la rendre plus équilibrée et plus juste, ils n'envisagent de le faire que par des changements graduels, par ce qu'on appelle des réformes. Même les partis qui, tels le PASOK ou le Parti socialiste français, ont affirmé une volonté de transformation plus radicale, n'ont pas récusé la méthode démocratique. C'est pourquoi nos partis s'identifient à la réforme : ils sont des partis réformistes.

De fait, le bilan historique des réformes réalisées ou obtenues par les partis socialistes réformistes, seuls ou avec d'autres, et en liaison avec le mouvement syndical depuis la fin du XIX^{ème} siècle, est impressionnant. Améliorations des droits sociaux, réduction de la durée du travail, progressions du salaire minimum, systèmes d'assurance ou de sécurité sociale, politiques de redistribution par la fiscalité, régulation de l'économie par l'Etat, limitations des pouvoirs des grands groupes privés, création de services publics, telles sont les marques dans nos pays d'un long mouvement de réformes, qui a d'ailleurs sensiblement modifié le mode de production capitaliste. Aujourd'hui, les partis sociaux-démocrates peuvent parfois s'interroger sur leur mission, mais ils sont nombreux et influents. L'alternance —dans les pays démocratiques— leur

permet de faire leurs preuves au pouvoir ou d'espérer se ressourcer dans l'opposition.

À l'opposé, nous avons assisté à la fin du XXème siècle à la liquidation de la plupart des régimes communistes. Les dictatures de droite, nazie ou dérivées du fascisme, ont été sanglantes, elles ont semé l'effroi et inscrit pour toujours dans la mémoire européenne la tragédie de l'Holocauste et le risque du vacillement de notre civilisation. Mais elles ont été vaincues et, par leur brièveté, elles apparaissent plutôt comme des convulsions de l'histoire.

Les régimes totalitaires communistes n'ont pas été moins brutaux mais ils étaient plus cohérents et ont duré longtemps : plus de quarante ans pour les Démocraties populaires, plus de soixante-dix ans pour l'Union soviétique. Pourtant, ils se sont finalement effondrés sur eux-mêmes, après avoir été incapables de s'auto-réformer, prisonniers qu'ils étaient tout à la fois de la vulgate révolutionnaire et du conservatisme bureaucratique. Comme si –ironie de l'histoire !- la révolution était morte pour ne pas avoir su emprunter à l'art subtil de la réforme.

En tout cas, au début du XXIème siècle, le constat est net. L'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est disloquée. Surtout, il ne reste plus rien du système économique et social présenté si longtemps comme l'alternative au mode de production capitaliste et même comme son dépassement ultime. Le capitalisme est restauré –ou peut-être faut-il dire instauré ?- en Russie et chez

ses anciens satellites. En même temps, la démocratie politique s'est installée ou cherche encore à s'affirmer, avec des fortunes diverses.

En Chine, le régime communiste se perpétue encore au plan politique, administratif et policier. Mais l'altération de la structure économique et sociale initiale de la Chine populaire est profonde. En somme, au rebours de son ancien tuteur russe, le communisme chinois a préservé sa domination politique, au moins provisoirement, en opérant de vigoureuses réformes économiques, d'inspiration capitaliste. La Chine nous apparaît comme un capitalisme d'Etat commandé par un parti communiste, un capitalisme d'Etat sans démocratie.

Évidemment, les partis communistes n'ont pas été épargnés par ces grands bouleversements. Beaucoup ont disparu, tous se sont affaiblis, à l'image du parti communiste dans mon propre pays. D'autres se sont transmués en partis de type social-démocrate, à l'instar du parti communiste italien ou d'anciens P.C. d'Europe de l'Est. D'autres, enfin, se sont coupés en deux sur les questions du stalinisme, de la démocratie ou de la participation au pouvoir, comme en Espagne ou en Grèce.

Dans le même temps, l'idéologie marxiste, qui avait joué un si grand rôle dans les débats d'idées et avait si fortement influencé les milieux intellectuels et universitaires — par exemple dans un pays comme le mien — s'est démodée en quelques années au point d'apparaître, sur certains points un peu injustement, comme la doctrine d'un monde disparu.

Ainsi, la voie réformiste semblant l'avoir emporté sur l'impasse révolutionnariste, la gauche devrait être dotée de nouvelles certitudes. Or, on a l'impression au contraire aujourd'hui que le sens même du mot « réforme » se brouille, en même temps qu'une interrogation naît sur le désir et la capacité de la gauche et des socialistes à conduire des réformes.

De fait, une controverse s'est ouverte entre la droite et la gauche sur le concept de réforme. La droite, qui s'est longtemps satisfaite d'être tout simplement conservatrice, a amorcé un changement d'attitude. Elle reproche à la gauche d'être devenue archaïque —par exemple quand elle défend les avantages acquis du monde du travail. Elle s'empare du mot « réforme » et proclame même parfois qu'elle serait devenue désormais, au contraire de la gauche, la véritable force réformiste.

Elle se fonde pour cela sur les mutations qui sont intervenues dans la réalité internationale. La disparition des anciennes économies collectivistes et administrées, l'ouverture de la Chine aux règles capitalistes, la mondialisation des échanges de marchandises, de services et de capitaux, le rôle croissant joué par les marchés financiers dans l'économie ont créé un contexte nouveau. La droite, relayant les demandes des milieux patronaux, s'appuie sur ces réalités et sur la concurrence croissante qu'exercent les nouveaux pays exportateurs à bas salaires pour préconiser chez nous de profonds ajustements.

La droite a renoué pour cela avec la doctrine économique libérale, celle qui avait théorisé les premiers pas du capitalisme mais avait

progressivement cédé le pas devant la critique socialiste, la dénonciation communiste et les succès du keynesianisme. L'ouverture presque générale des frontières, la financiarisation de l'économie, l'échec dans nombre de pays du sud des modèles de développement centrés sur une mobilisation autoritaire de la population par l'Etat, l'intégration des ex-pays communistes dans le réseau des économies de marché sont venus justifier la renaissance et la projection sur l'ensemble du monde d'une idéologie économique libérale revisitée et modernisée.

L'Europe, celle de l'Union européenne élargie, a, de façon un peu surprenante, épousé ce mouvement. Il aurait pu en être autrement. Notre continent est celui où existent les partis sociaux-démocrates les plus importants, où les réformes sociales ont été poussées le plus loin, où l'action régulatrice de la puissance publique est traditionnellement la mieux acceptée. Or l'Union européenne, et en son sein la Commission, au lieu d'être des freins à la vogue libérale en sont devenues progressivement les vecteurs. L'influence de la Grande-Bretagne, traditionnellement libérale et libre-échangiste, l'inclination des pays de l'Est meurtris par l'expérience communiste ont pesé dans ce sens. La place dominante acquise par les politiques de concurrence dans la marche de l'Union européenne, la priorité accordée à la volonté obsessionnelle de réaliser à tout prix un marché unique européen ont également favorisé cette évolution.

D'autres objectifs auraient été sans doute plus pertinents : défendre fermement les intérêts commerciaux de l'Union, promouvoir de vastes projets

industriels communs, mener une grande politique de recherche scientifique et technique, s'investir résolument dans le débat sur la régulation de la mondialisation.

La théorie de l'adaptation aux contraintes de la globalisation à laquelle se réduit pour l'essentiel le libéralisme économique d'aujourd'hui décline ainsi ses préceptes et ses exigences. Il s'agit de réduire les dépenses de l'Etat, de limiter au maximum son intervention dans l'économie, de contenir la progression des salaires, d'accroître la flexibilité du travail (au besoin en le précarisant), d'alléger le poids de nos systèmes de protection sociale et d'accroître au maximum le rendement des capitaux investis dans l'industrie et les services.

Assez logiquement, les réformes introduites ou réclamées pour atteindre de tels objectifs sont perçues par les salariés, désormais largement majoritaires dans nos pays, comme injustes. Pour eux, elles remettent en cause des droits et avantages qu'ils ont conquis, souvent à la suite de longues luttes sociales. La gauche, sauf à se couper des catégories sociales qu'elle a vocation à défendre, se doit de récuser cette conception paradoxale de la réforme, dans laquelle la régression se substitue au progrès. Tout changement n'est pas en effet une réforme, du moins au sens que le mouvement progressiste a donné historiquement à ce mot. Le débat sur l'idée même de réforme doit donc être mené avec les responsables conservateurs, particulièrement avec les tenants de l'ultralibéralisme. Les socialistes doivent fermement contester l'affirmation des

libéraux selon laquelle nous serions devenus les gardiens impuissants d'équilibres économiques et sociaux désormais dépassés, alors qu'eux-mêmes incarneraient le mouvement et la modernité.

Examinée de près, l'analyse selon laquelle la globalisation imposerait de démanteler des pans entiers de l'édifice de progrès social patiemment construit dans nos pays est tout à fait contestable. D'abord, on voit mal pourquoi, avec une richesse globale supérieure à celle du passé, nous ne pourrions plus consentir le même effort collectif en faveur du progrès social et de la redistribution des revenus. En effet, si la croissance européenne est moins forte qu'elle ne devrait, nos revenus nationaux continuent à progresser et donc aussi nos moyens d'agir. En réalité, notre attention devrait porter sur la répartition du revenu national. On constaterait que s'est opérée partout une distorsion au détriment des revenus du travail et au profit de la rémunération du capital. C'est sans doute cette distorsion qu'il conviendrait de corriger.

Ensuite, si l'exposition croissante de nos économies aux pressions du marché mondial nous impose de sérieux efforts de compétitivité, il n'est pas vrai qu'il y ait une seule façon de s'adapter. On peut s'adapter par le bas ou vers le haut. Selon la direction choisie, les réformes poursuivies ne seront pas les mêmes. S'adapter par le bas implique de faire baisser dans les pays développés le coût global du travail, en pesant sur les salaires, en précarisant l'emploi. Mais chacun comprend que, pour être efficace, une telle stratégie de réduction de l'écart des salaires entre les producteurs du nord et ceux du sud exigerait une

remise en cause radicale des conditions d'existence des salariés dans nos pays, laquelle serait lourde de désordres et de bouleversements sociaux et politiques.

Une voie plus intelligente et peut-être plus réaliste pour adapter les économies européennes à la mondialisation est de le faire par le haut, c'est-à-dire en valorisant nos atouts : la puissance et la diversité de notre potentiel scientifique, le haut niveau de qualification de notre main d'œuvre, afin de nous tailler des places dans la compétition mondiale. C'est ce qu'ont fait des pays comme la Suède ou la Finlande qui, tout en gardant un modèle social très avancé, ont réussi à améliorer leurs performances à l'exportation. Tel est l'exemple dont, à mon sens, la gauche européenne devrait s'inspirer.

Choisir la voie de l'adaptation par le haut paraît d'autant plus logique qu'on peut espérer que les écarts de salaires entre les différents pays vont tendanciellement se réduire. Il serait alors absurde pour nous d'abandonner un type de développement et un modèle de société vers lesquels tendraient nos concurrents. Et de fait, comme on le voit pour certains pays asiatiques, tels la Thaïlande ou la Corée du sud, le processus de développement, surtout s'il s'accompagne d'un progrès de la démocratie (pluralisme politique, syndicalisme libre, droit de grève respecté, conquête de droits sociaux...) entraîne progressivement une amélioration des conditions de vie et un relèvement des salaires. Ainsi s'amointrit pour ces pays l'avantage comparatif du à la faiblesse du coût du travail et s'accroît pour les entrepreneurs, locaux et étrangers, l'importance de leur marché intérieur.

Pourtant une question nouvelle se pose : le surgissement de la Chine sur le marché mondial —la Chine et ses 1,5 milliard d’habitants— ne pose-t-il pas des problèmes d’une tout autre échelle ? On mesure déjà la ponction que ce pays opère sur les ressources énergétiques et les matières premières disponibles. On commence à ressentir la concurrence de ses exportations. Bien sûr, nul ne peut dénier à la Chine le droit à se développer. Il faut au contraire se réjouir de la perspective de voir un pays représentant le quart de l’humanité échapper progressivement à la misère. Mais la manière dont ce géant va se développer, l’impact de son intervention sur le marché mondial, sa pratique de la compétition économique, ses errements commerciaux (par exemple la contrefaçon) deviennent des enjeux majeurs et qui nous concernent tous. L’Union européenne, le premier ensemble commercial du monde, doit donc définir une politique de relations économiques et commerciales avec la Chine, anticipant les conséquences du développement en grand de ce colosse.

En effet, dans le cas de la Chine, on ne peut s’attendre à un rapprochement global significatif des conditions de salaires en une ou deux décennies. Même si une partie du salariat chinois voit ses salaires et ses revenus progresser, la population chinoise est tellement monumentale que subsistera longtemps une « armée de réserve » de travailleurs pauvres et surexploités susceptibles de produire à bas prix des produits compétitifs. Nous sommes donc placés face à un défi d’une tout autre ampleur que celui que nous ont lancé hier les « dragons asiatiques » de plus petite taille. Négliger cette différence pourrait

avoir des conséquences désastreuses pour l'économie européenne et pour ses salariés, ouvriers ou cadres.

On voit donc qu'on ne peut poser vraiment la question des réformes sans se référer à une conception du monde et à une vision de la société. Il y a ceux qui estiment qu'il n'y a pas d'autre choix pour nos économies que de se plier à l'évolution du monde telle que la modèlent les marchés financiers, les grands groupes économiques mondiaux et les Etats les plus puissants ou les plus agressifs commercialement. Pour eux, les réformes à réaliser viseront essentiellement à ajuster nos sociétés à cette forme de mondialisation. Et la droite sera mieux à même que nous de les tenter.

D'autres pensent —et je suis de ceux-là— que, sans nier le rôle essentiel des forces économiques dans les processus de production et le jeu des marchés, il serait plus rationnel que les Etats, forts de la légitimité des peuples, et les organisations internationales appuyées sur la légitimité des nations et l'idée de communauté internationale, s'efforcent de réguler et d'harmoniser les relations économiques au nom d'un bien commun à l'humanité. Dans ce cas, les réformes recherchées seront d'une tout autre nature, plus volontariste, plus régulatrice, plus organisée. Ces réformes, la gauche est parfaitement qualifiée pour les entreprendre.

Il y a aussi une interrogation à propos du modèle de développement auquel on se rattache. S'il est d'essence libérale, il est fondé sur l'idée que seuls les comportements des individus et le libre jeu des marchés peuvent assurer,

sinon la prospérité pour tous, du moins l'exacte rétribution des efforts de chacun et le meilleur équilibre économique possible. Les inégalités et les injustices deviennent alors un prix inévitable à payer et les réformes envisagées viseront essentiellement à libérer les interventions des acteurs économiques de leurs possibles entraves.

Si le modèle de développement est d'inspiration socialiste ou social-démocrate, il est animé par la conviction que les marchés sont nécessaires — l'expérience historique nous ayant prévenus contre les dangers des économies administrées— mais qu'ils ne peuvent ni envahir toutes les sphères de l'activité humaine, ni même fonctionner sans contrôle dans le champ qui leur est dévolu. Alors les réformes envisageables seront toute différente.

Dans la vie politique et civique, dans la sphère de la culture ou dans le domaine de la santé, dans ce qui touche à l'intégrité de la personne humaine, on ne saurait envisager que dominant le strict mécanisme de l'offre et de la demande et des motifs exclusivement mercantiles. Les sondages d'opinion se payent, les œuvres d'art se négocient, les cliniques privées vendent leurs services. Mais selon les valeurs de la civilisation européenne, le savoir, la culture, l'éducation, la santé ne peuvent être exclusivement régis par les rapports d'argent. C'est pourquoi j'avais dit un jour qu'en tant que socialiste j'acceptais « l'économie de marché » mais que je ne voulais pas d'une « société de marché ».

D'ailleurs, là même où les marchés se sont imposés pour l'échange des biens et services et pour l'allocation des ressources rares, il ne serait pas sage de les laisser fonctionner sans aucun contrôle. Nous ne sommes pas dans des économies de concurrence « libre et parfaite », mais dans des économies dominées par de très grands groupes et où les capitaux peuvent être très spéculatifs. Selon la tradition de chaque Etat ou la culture spécifique de tel ou tel parti de gauche, les limites et les contrôles imposés aux marchés peuvent varier. La gauche française a longtemps considéré que des secteurs décisifs de la production devaient échapper aux normes du privé et relever d'entreprises ou de monopoles publics. D'où nos nationalisations de 1981. Personne ne niera l'utilité des législations antitrust, des Autorités de régulation (dans l'énergie, dans les télécommunications), des tentatives pour limiter les errements financiers et les fraudes qui ont marqué la vie de très grandes entreprises au cours des dernières années.

Le choix du modèle de développement pose aussi la question du rapport entre l'individu et la société. Les socialistes respectent la liberté et l'esprit d'initiative des individus. Mais ils souhaitent les inscrire dans une construction collective où la pratique d'un compromis entre les groupes sociaux et la recherche d'une certaine harmonie sociale permettent d'obtenir plus d'égalité entre les individus. C'est pourquoi les réformes recherchées seront moins destinées à lever des entraves qu'à établir des liens entre les individus et entre les groupes. Mieux représenter les travailleurs dans les entreprises,

accroître les droits des usagers et des consommateurs, permettre aux citoyens de participer aux grandes décisions seront alors les grandes orientations de réforme.

L'Union européenne doit naturellement être impliquée dans le mouvement des réformes. En premier lieu, parce qu'elle est un niveau où la préférence pour une vision du monde et le choix d'un modèle de développement se rejoignent à l'évidence. Ces questions ont d'ailleurs accompagné dès l'origine la construction européenne. Pour les uns, elle pouvait se contenter de devenir une simple zone de libre-échange ; pour les autres, elle devait être une communauté organisée, distincte de l'extérieur, originale à l'intérieur. L'existence d'un tarif extérieur commun, la mise en place de grandes politiques communes (de l'agriculture, de la pêche, des transports...), l'action de solidarité des fonds régionaux, enfin la création de la monnaie unique, l'euro, pour 13 pays de l'Union ont pu faire conclure que la conception d'une communauté organisée l'avait emporté.

En réalité, le débat est loin d'être clos. D'abord, le puissant mouvement de libération des échanges provoqué par les grandes négociations commerciales internationales, au GATT, puis à l'OMC, a progressivement érodé le tarif extérieur commun de l'Union européenne et a estompé les différences entre le marché mondial et le marché intérieur européen. Ensuite, l'influence des idées libérales défendues depuis longtemps par les Britanniques ou les Hollandais, voire parfois par les Allemands (y compris sous l'égide de gouvernements de gauche) s'est trouvée renforcée par l'entrée des pays de l'est

et le ralliement d'une bonne partie de la Commission. L'Union européenne est devenue plus vaste et moins cohérente avec l'afflux des adhésions. Les compromis entre les Etats sur les choix de politique possibles sont plus malaisés et la volonté commune d'agir a semblé se dissoudre. Dans ces conditions, le recours aux mécanismes de concurrence et aux disciplines du marché s'est proposé comme une facilité dans la construction européenne.

Sans doute la panne actuelle de l'Europe est elle, à première vue, de nature institutionnelle, en raison de la non ratification par les peuples français et hollandais du Traité constitutionnel européen. Mais je ne crois pas que le non français ait exprimé un refus de la réforme des institutions de l'Union. Il a été un vote de protestation de politique intérieure, et il a aussi manifesté une insatisfaction à l'égard du cours actuel de la construction européenne. C'est sur ce fond qu'ont pu l'emporter les arguments démagogiques des eurosceptiques.

Naturellement, la réforme des institutions de l'Union devra être reprise. Elle ne pourra pas l'être sur la base d'un traité repris à l'identique. Je comprends qu'il puisse être irritant pour les dix-huit pays qui ont ratifié le Traité constitutionnel européen de se voir bloqués par le non de deux pays. Encore faut-il faire remarquer que la plupart des Etats qui ont dit oui ont choisi la voie parlementaire et l'on ne sait pas ce qu'auraient répondu les peuples consultés directement. Il faut aussi avoir à l'esprit que le Royaume-Uni ne s'est toujours pas prononcé et que, le jour venu, il recourra au vote populaire, ce qui crée une autre incertitude.

Croire que l'on peut reprendre le Traité à l'identique ou à peine retouché, le proposer aux Français, aux Hollandais et aux Anglais en espérant qu'ils le voteront n'est pas réaliste. Il serait encore moins sage de vouloir, sur un tel sujet, isoler la France ou le Royaume-Uni en espérant passer outre à leur refus par une interprétation juridique. Ce serait prendre le risque d'une crise majeure en Europe. Si l'on veut un nouveau Traité, il faudra définir, raisonnablement, un nouveau compromis. Et l'on sent bien qu'il ne pourra se trouver qu'autour des parties I et II du Traité constitutionnel, qui n'ont pas fait l'objet de sérieuses contestations. J'espère que la présidence allemande en cours et les suivantes pourront y contribuer.

Au-delà de la réforme institutionnelle, l'Union européenne doit engager une réflexion plus profonde sur elle-même, les contraintes de sa vie à vingt-sept, le sens véritable de son projet pour ses peuples. Divers signes nous indiquent qu'il y a un divorce entre les peuples européens et la construction européenne telle qu'elle va. Certes, l'Union et en particulier la Commission ne doivent pas servir de boucs émissaires. L'Europe est aussi la résultante de ses diverses politiques nationales et ce sont bien souvent celles-ci qui provoquent le mécontentement ou l'insatisfaction de nos compatriotes. Quant aux politiques européennes, elles ne pourraient pas se développer sans l'accord des Etats et, même si certaines décisions sont prises à la majorité, elles sont rarement imposées aux gouvernements nationaux.

L'union réalisée en Europe entre des nations qui s'étaient longtemps et souvent combattues est une aventure historique exceptionnelle, qui devrait continuer à susciter admiration et fierté. Or, force est de constater qu'il n'en est plus ainsi et qu'une part croissante des populations européennes, en général les moins favorisées, perçoivent maintenant l'Union européenne comme un carcan bien plus que comme un bouclier ou un levier. La perspective historique semble disparaître derrière les insatisfactions matérielles. Le projet européen s'essouffle.

On ne redonnera pas de l'élan et du sens à ce projet en centrant les prochains sommets européens sur des discussions institutionnelles, qui risquent en outre d'être stériles. L'Union a besoin de retravailler sur son projet, de relancer et de réformer plusieurs de ses grandes politiques.

La première concerne la gouvernance économique de l'Union. Force est de constater que l'Europe connaît, sur la dernière période, une croissance plus faible que celle des autres grandes zones économiques. S'il ne peut être question d'approcher les taux de croissance obtenus dans les pays en « décollage économique », nous n'avons pas de raisons objectives de rester en retrait des performances des Etats-Unis. Il est évident que le pilotage de la politique économique de l'Union n'est pas assez souple, réactif, imaginatif et coordonné, particulièrement entre les pays qui ont la même monnaie : l'Euro. Il est vain, à mon sens, de relancer une controverse sur l'indépendance de la Banque centrale européenne, car il n'y aura pas d'unanimité des gouvernements pour la remettre

en cause. Par contre, il est à la fois possible et indispensable que se noue un véritable dialogue entre l'Autorité monétaire et les gouvernements de l'Union afin de conduire en cohérence les politiques économiques et monétaires. Rappelons aussi que c'est aux gouvernements que revient la responsabilité de rechercher la meilleure parité entre le dollar et l'euro, au regard du bon fonctionnement du système monétaire international mais aussi des intérêts, notamment commerciaux, de l'Union européenne. Or cette responsabilité n'est pas véritablement assumée, soit par pusillanimité, soit par paresse intellectuelle, alors que les autorités américaines et la Réserve fédérale ne restent pas passives devant l'évolution de leur monnaie. Je suis convaincu que les problèmes économiques de l'Europe n'ont pas qu'une dimension structurelle et qu'ils seraient mieux traités avec une politique de conjoncture plus active et plus novatrice.

La seconde réorientation de la politique européenne devrait concerner la recherche. Le potentiel scientifique de l'Europe est considérable. L'Europe a été le berceau de la science moderne et la diversité de ses universités, de ses instituts, de ses laboratoires et de ses entreprises est une chance. Mais à l'exception de quelques pays nordiques, les ressources consacrées à la recherche par les pays membres et par l'Union elle-même sont insuffisantes. Il est essentiel que ces ressources soient portées rapidement au-dessus de 3 % du produit intérieur brut européen, sous peine que nous soyons distancés définitivement par

les Etats-Unis, le Japon et, demain, par la Chine et l'Inde, aussi bien sur le plan scientifique que dans la compétition mondiale.

Troisième orientation de travail possible. Elle vise à modifier l'équilibre des priorités accordées aux différentes politiques de l'Union. J'ai déjà évoqué l'effort qui devrait être consacré à la science. Je plaiderai aussi en faveur du maintien d'une vraie politique de solidarité régionale, ce qui impliquerait, compte tenu du retard de nombre de nouveaux pays adhérents, une progression et non une stagnation du budget global de l'Union. En revanche, il faut réduire le poids de la politique agricole commune sur les finances de l'Union. Cela suppose qu'une part accrue des aides aille aux agriculteurs les moins riches et à ceux qui respectent le mieux les exigences environnementales et de qualité des produits. Par ailleurs, l'écologie doit prendre une place croissante dans la façon dont l'Europe pense et construit son rapport avec son propre territoire et sa relation avec l'ensemble de la planète. Les derniers travaux, alarmants, sur le changement climatique sont venus nous en rappeler l'urgence. Et là aussi des réformes s'imposent, autour d'une grande initiative européenne.

On comprend donc pourquoi la question des réformes doit désormais être abordée par la gauche, et par exemple par le Parti des Socialistes Européens, dans sa dimension internationale. Puisque la mondialisation est souvent invoquée dans nos pays pour exiger des réformes, nous sommes fondés à formuler nos propres propositions de réforme du cours actuel de la mondialisation. Ainsi devons-nous proposer une « nouvelle gouvernance

globale », fondée elle-même sur un « nouveau consensus », bien différent de ce que fut le « consensus de Washington ». Ce consensus devra rassembler des acteurs plus nombreux ; pas seulement les membres du G8, voire du G20, mais aussi les pays pauvres, les organisations internationales et des organisations non gouvernementales. Ce consensus devra être plus ambitieux : dans ses fins, axées sur des objectifs de développement et pas seulement sur la recherche des équilibres économiques ; également dans ses moyens, des ressources importantes devant être consacrées au développement par les pays riches ou par les pays en croissance.

Cette nouvelle gouvernance impliquerait un remodelage de l'architecture des grandes institutions internationales. Il serait irréaliste de vouloir créer ex nihilo de nouvelles institutions, comme le réclament les altermondialistes. Mais il est possible et souhaitable de faire évoluer la structure actuelle. Cela pourrait passer par la réforme de chacune des grandes organisations économiques internationales (FMI, Banque mondiale, OMC), par la création d'une organisation mondiale de l'environnement, enfin par la mise en place d'une sorte de « Conseil mondial du développement durable ». Pour ce dernier, on peut partir d'un organe qui existe déjà dans la structure des Nations-Unies, l'ECOSOC, et qui pourrait devenir une enceinte pour des débats globaux, tout en jouant progressivement un rôle de coordination des grandes organisations spécialisées. On voit qu'il serait ainsi possible pour la gauche

d'établir une cohérence entre sa vision du monde, son projet européen et ses différentes politiques nationales.

Revenons, pour finir, à la question des réformes telle qu'elle se pose dans nos cadres nationaux. Naturellement, chaque pays a sa singularité, ses points forts, ses handicaps et donc ses problèmes d'adaptation spécifiques. De la même manière, chacun de nos partis a sa sensibilité, sa tradition, son idée de ce qu'il convient de faire dans l'espace national. C'est pourquoi ce que je vais dire est certainement marqué par mon expérience française.

J'en reviens au débat d'idées qui s'impose avec la droite sur le concept même de réforme. On sait que la vision de la droite peut se résumer ainsi : le nouvel état du monde, les contraintes de la compétition internationale ne permettent plus aux pays développés de conserver intacts tous les avantages acquis, les standards de vie et le confort du passé. Des ajustements doivent être opérés et des sacrifices consentis. Or, d'après elle, ces sacrifices doivent être supportés exclusivement par les salariés : par la flexibilité et la précarisation des contrats de travail, la limitation stricte des hausses de salaire, la remise en cause des services publics, l'augmentation des cotisations et la réduction des prestations sociales, etc...

Par contre, les catégories sociales les plus favorisées (chefs d'entreprise, très hauts cadres, professions libérales élevées) ne peuvent, selon la droite, être appelées à faire des sacrifices. Pourquoi ? D'une part parce qu'elle les considère comme les seuls créateurs de richesses, d'autre part parce que,

d'après elle, dans le cadre d'un marché mondialisé, ces acteurs économiques délocaliseraient leurs entreprises ou offriraient leurs services ailleurs, s'ils devaient être pénalisés dans leur propre pays. Ainsi tend à se mettre en place ce que j'ai appelé une « nouvelle aristocratie », qui appelle les autres aux sacrifices mais déclare ne pouvoir en consentir pour elle-même, au nom de la rationalité économique.

Dans ce nouveau contexte, la gauche doit préciser sa propre approche des réformes. Refuser les régressions ne signifie pas ignorer la réalité, nier le poids des contraintes externes ou refuser les adaptations. Cela veut dire apporter nos propres réponses. L'action réformatrice de la gauche peut, selon moi, s'exercer dans trois directions.

Premièrement, il ne faut pas reculer devant les réformes indispensables. Il y a des réalités qui s'imposent à la gauche comme à la droite. L'exemple type, en France par exemple, est celui des conséquences du vieillissement démographique avec son corollaire : le financement des régimes de retraite. Peut-être jugerez-vous en Grèce qu'il en va de même pour la réforme de l'Etat ou des services publics. La gauche ne doit pas donner, sur ces sujets, l'impression d'être dans le déni de la réalité et le refus des réformes. Face à cette question du vieillissement de la population, mon gouvernement, entre 1997 et 2002, a travaillé dans deux directions. Il a mis en place l'APA, l'Aide Personnalisée d'Autonomie, pour aider à la prise en charge des personnes âgées en situation de dépendance. De plus, il a préparé une réforme du financement

des retraites, pour faire face au déséquilibre croissant entre le nombre des actifs (qui cotisent) et celui des inactifs (qui bénéficient des pensions de retraite). Mais la réforme étant prête assez peu de temps avant les élections de 2002, le PS et finalement moi-même avons décidé de repousser son application au lendemain du scrutin. Or, nous avons perdu les élections. Du coup, la droite revenue au pouvoir a fait une réforme des retraites, plus dure et incomplète, et s'est attribué le mérite d'avoir réformé, en nous reprochant de ne pas l'avoir fait. J'en tire cette conclusion : la gauche ne doit pas donner l'impression qu'elle recule devant les réformes nécessaires.

Deuxième direction d'action pour la gauche : montrer qu'elle sait changer et adapter la société au monde qui vient. La gauche n'est ni archaïque, ni conservatrice. Elle veut défendre les conquêtes de la démocratie sociale, mais elle a sa propre vision de la nécessaire évolution de nos sociétés et sait qu'il faut moderniser nos économies et accroître notre compétitivité. Réformer notre enseignement supérieur, rendre plus réactifs nos grands organismes publics de recherche, payer mieux nos chercheurs pour qu'ils ne partent pas à l'étranger, augmenter la recherche publique et stimuler la recherche privée, moderniser nos structures de formation pour faciliter les reconversions de main d'œuvre est indispensable si nous voulons gagner la bataille de l'intelligence.

Troisième et dernière réflexion : la gauche doit veiller à ce que les réformes entreprises soient justes et compatibles avec la poursuite d'une certaine harmonie sociale. Heureusement, nos pays continuent à s'enrichir. Le progrès

scientifique, technique, médical persiste à se frayer un chemin, même si la confiance dans le progrès semble se perdre chez nombre de nos concitoyens. Malgré notre haut niveau de développement relatif, un climat d'insatisfaction, un sentiment d'injustice et un grand scepticisme à l'égard de la politique semblent se répandre dans nos pays. A cet égard, la critique des gouvernements nationaux, la déception à l'égard de l'Europe et la crainte de la mondialisation s'additionnent.

Naturellement, cette situation a des causes objectives : les conditions de vie encore difficiles de beaucoup de nos concitoyens, le manque de repères provoqué par un monde incertain et en changement rapide, les réactions d'inquiétude face aux phénomènes migratoires, l'essoufflement de systèmes démocratiques où ont disparu les grandes certitudes idéologiques. Mais je suis convaincu que s'y ajoutent deux phénomènes : d'une part le sentiment que le progrès n'est plus aussi certain qu'hier ; d'autre part la conscience d'un écart – jugé insupportable- entre ceux qui, privilégiés, profitent de la mondialisation et du développement économique qui se poursuit et tous ceux qui ont l'impression d'en être les victimes et en tout cas de ne pas être les bénéficiaires. Si donc des efforts sont nécessaires, ils doivent être accomplis par tous et être à la mesure des ressources de chacun.

C'est pourquoi la gauche doit démontrer qu'elle est encore capable, sans mettre en péril l'économie ou affecter notre compétitivité, de faire des

réformes politiques, économiques, sociales ou environnementales qui profitent au plus grand nombre.

Nous avons tenté cette synthèse en France, avec la gauche au pouvoir, entre 1997 et 2002. Nous avons rétabli les équilibres économiques, retrouvé la croissance, créé deux millions d'emplois, redressé notre commerce extérieur et amélioré nos comptes sociaux. En même temps, nous avons réalisé de grandes réformes : les 35 heures, les emplois jeunes, la couverture maladie universelle, l'allocation personnalisée d'autonomie, la parité hommes / femmes, le pacte d'union civile, le quinquennat présidentiel, etc... La division de la gauche en 2002 ne nous a pas permis de transformer cette action positive en victoire aux élections. Il revient à une nouvelle génération de socialistes de convaincre les Français en 2007 que la gauche est bien au rendez-vous des réformes. Je formule le même vœu de victoire pour la gauche grecque quand viendra l'heure du rendez-vous avec le peuple.